

Les responsables, ce sont les terroristes, point à la ligne

■ Pour le professeur, le communautarisme a accompli son travail de sape des liens citoyens avec la complaisance de certains responsables, facilitant le travail des recruteurs djihadistes. Selon lui, c'est sur les mentalités qu'il faut travailler.

Entretien Jean-Claude Matgen

Les attentats du 22 mars ont créé une vive émotion au sein de la population belge. Avec le philosophe Guy Haarscher, nous évoquons, entre autres considérations, quelques pistes pour sortir du sentiment de sidération qu'éprouvent de nombreux citoyens.

Certaines familles ont perdu un proche mardi de la semaine passée. Des blessés vont devoir se reconstruire. Tous ceux qui sont intervenus, à des degrés divers, sur les lieux des attentats vont sans doute conserver des séquelles psychologiques de ce qu'ils ont vu. Qu'est-ce qu'un philosophe peut dire à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont été traumatisés par ces événements ?

Il faut leur dire et leur redire que nous sommes totalement avec eux, et que nous ferons tout pour éviter la banalisation de leur malheur. Quasi tout le monde s'indigne de ces attentats. Mais souvent, on reconnaît en quelques mots l'inacceptable, puis on passe à autre chose : à un discours sur les causes, la géopolitique, les

discriminations, l'islamisation. Les attentats terroristes de mars sont alors "dilués" dans un contexte plus large. Il ne faut évidemment pas se refuser à cette analyse nécessaire des causes et des actions possibles. Mais avant tout, il est indispensable de méditer sur l'acte lui-même. Des personnes totalement vulnérables, prises au hasard, ont été massacrées aveuglément. Ce ne sont pas des victimes collatérales, qui auraient eu le malheur de se trouver près d'un objectif militaire. Ici, les civils innocents ont été visés comme tels, pour tuer ou blesser de la manière la plus atroce possible. Que pensaient ces terroristes quand ils fabriquaient soigneusement leurs bombes bourrées de clous pour mieux martyriser les corps ?

Il s'agit de crimes contre l'humanité et les victimes méritent d'abord cette reconnaissance sans faux-fuyants. Les responsables, aux sens moral et pénal du terme, ce sont les terroristes et leurs chefs. Point à la ligne.

Dans les heures et les jours qui ont suivi les attentats, la presse internationale et divers observateurs ont fustigé la Belgique, stigmatisé ses dirigeants, parlé de Molenbeek en termes extrêmement durs. Ces propos peuvent-ils créer au sein de la population un sentiment voire un complexe d'infériorité. Comment dépasser ce "Belgian bashing" ?

Il y a dans ces circonstances tragiques une précipitation du journalisme qui peut mener à toutes les exagérations. Des "territoires perdus", c'est-à-dire à peu près hors droit, il en existe bien sûr chez nous, mais aussi à Paris, à Toulouse, et au "Londonistan".

Il est radicalement inacceptable de permettre les discriminations envers les musulmans ou l'islamisation de certains quartiers. Ces deux phénomènes s'alimentent l'un l'autre. L'un produit une "demande" de justice, l'autre une "offre" de solution idéologique clé en mains. Plus les musulmans se sentent mal-aimés, plus certains d'entre eux risquent de basculer dans le djihad. Plus le salafisme étend son emprise sur les "quartiers", moins la majorité aime l'islam. C'est ce cercle infernal qu'il faut rompre.

On a assisté à des rassemblements spontanés et bigarrés de personnes de tous âges et de tous horizons place de la Bourse. Ce type de rassemblement sert-il simplement d'exutoire ou constitue-t-il au contraire un moyen fort d'affirmer une solidarité et une identité ? N'est-il qu'un feu de paille ou le signe d'un engagement plus durable de la société civile à résister ensemble à la terreur ?

Il ne faut ni surestimer, ni sous-estimer ces moments de ferveur unanimiste. Après un crime abominable, les citoyens "communient" dans les valeurs de démocratie, de liberté et de tolérance. L'absence de comportement de haine est à porter au crédit de telles manifestations. Mais il est indispensable que le débat puisse reprendre et que ceux qui ne viennent pas à la Bourse parce qu'ils éprouvent le sentiment que ce n'est "pas pour eux" se sentent à nouveau parties prenantes de la communauté des citoyens.

Les nombreuses marques de sympathie venues de l'étranger constituent-elles un peu de baume sur les plaies de ceux qui ont subi les attentats ou annoncent-elles quelque chose de plus important ?

De telles marques de solidarité témoignent de ce qu'il existe dans l'humanité un potentiel de fraternité qui ne demande qu'à s'exprimer.

Mais quand ce que Jankélévitch appelait l'imprescriptible commence à s'estomper dans les mémoires, le train-train quotidien reprend ses droits, et seuls les fanatismes continuent à traduire l'émotion en politique.

Nous n'avons pas appris à aimer la démocratie et les droits de l'homme, à faire de la modération et de la tolérance une passion.

L'unité nationale n'aura, sur le plan politique, duré que quelques heures. Très vite, Bart De Wever a exprimé des critiques, l'annonce de dysfonctionnements dans la chaîne de décision a été à l'origine de frictions entre la majorité et l'opposition, la N-VA n'a pas voulu dénoncer la "descente" sur Bruxelles de hooligans et d'extrémistes de droite, on a assisté à une remise en cause de la libération conditionnelle et l'on sent bien que le discours sécuritaire, déjà très présent après les attentats de Paris, s'est encore durci. Est-ce la bonne façon de prendre le chemin d'une reconstruction ? Celle-ci ne passe-t-elle pas par un débat franc, sincère et sans arrière-pensées politiciennes ou électoralistes ?

Oui, un débat est nécessaire. Les États de droit sont, pour des raisons de principe, limités dans leurs pouvoirs : ils doivent respecter les droits des citoyens.

Cette faiblesse de nos États doit constituer un objet de fierté face à la force des pouvoirs tyranniques. Mais quand les démocraties se trouvent confrontées à des dangers aux conséquences incalculables, il leur faut se renforcer pour faire face à la menace. La population réclame à la fois la liberté par rapport à l'emprise de l'État et la sécurité par rapport aux actes de terreur. Ces deux exigences peuvent entrer en conflit quand les excellentes raisons de limiter le pouvoir de l'État se heurtent aux excellentes raisons de renforcer son efficacité dans la lutte contre la barbarie.

Il serait dommage de réduire cette tension profondément philosophique à un débat idéologique entre une gauche laxiste et une droite sécuritaire. Tout pouvoir supplémentaire accordé à l'exécutif doit être accompagné de contre-pouvoirs crédibles et faire l'objet de débats citoyens récurrents.

Comme le terrorisme durera longtemps, les mesures d'exception risquent de devenir normales. D'où la vigilance nécessaire : le sommeil de la citoyenneté engendre des monstres.

Que faudra-t-il pour remettre le pays en route ? Doter les forces de l'ordre, la justice, les services de renseignement de moyens matériels et humains supplémentaires ? Ou tenter de raffermir le lien social en rapprochant les communautés, en jouant sur la prévention, la politique de la ville, l'enseignement, l'emploi des jeunes, etc. ? Ou les deux ?

Sur le long terme, la démocratie ne peut fonctionner sans que l'on retisse le lien social. Mais comment faire ? La paix religieuse dans notre pays a été obtenue grâce à un reflux de la religion dans la sphère privée.

D'un même mouvement, la sphère publique – ce qui nous relie tous – a pu acquérir une certaine épaisseur.

Et nous avons senti que nous participions à un destin commun plus par les droits que nous avions tous acquis que par les croyances qui nous distinguaient.

Ces valeurs ne sont pas négociables, mais elles doivent être offertes à tous. Le grand danger pour le lien social, c'est que la religion redevienne politique : que le lien religieux et communautaire prenne le pas sur le lien citoyen, surtout si ce communautarisme se manifeste sous des formes ultraconservatrices, en opposition to-

tales avec les acquis de la seconde moitié du XX^e siècle.

Le communautarisme a accompli son travail de sape des liens citoyens avec la complaisance de certains responsables, facilitant le travail des recruteurs djihadistes. Les profils des terroristes sont trop divers pour qu'on puisse réduire le phénomène du djihadisme à la misère et aux discriminations. C'est sur les mentalités qu'il faut travailler.

La tâche sera très ardue, et peut-être passionnante.

GUY HAARSCHER

PHILOSOPHE,
PROFESSEUR
ÉMÉRITE
À L'UNIVERSITÉ
LIBRE
DE BRUXELLES,
AUTEUR DE "LES
DÉMOCRATIES
SURVIVRONT-
ELLES AU
TERRORISME ?"